



# Les Mythes des emplois verts

Etude réalisée par Julien Lamon (sous la direction de Nicolas Lecaussin)

- **Le Grenelle de l'environnement c'est 200 Mds d'euros sur 10 ans**
- **L'emploi vert : une définition floue dictée par les subventions publiques**
- **1 emploi vert à 400 000 euros par an contre 55 000 euros dans le privé (en moyenne)**
- **Le Grenelle de l'environnement détruit environ 700 000 emplois marchands**
- **Les emplois verts réellement créés ne subsistent que grâce à l'argent public**
- **Partout en Europe, les emplois verts détruisent des emplois dans le privé**
- **Cesser la création d'emplois verts artificiels et encourager l'innovation privée**

Le vert est la nouvelle couleur à la mode en politique. Après le développement durable de la fin des années 90, la croissance verte est le nouveau credo des politiques publiques. Le XXI siècle sera environnemental ! La crise financière de 2008 n'a pas ébranlé la volonté des hommes politiques et les dépenses publiques « vertes » sont en hausse dans tous les pays développés. En France, le premier Grenelle de l'environnement, en octobre

2007, entérinant l'acceptation du pacte écologique de Nicolas Hulot de 2006, consacre la dépense verte comme nouvelle action politique.

Appelée « croissance » verte, pour convaincre l'opinion publique que l'environnement n'est pas la décroissance prônée par les extrémistes d'Attac et consorts, cette série de mesures en faveur de l'environnement est surtout une augmentation importante de la dépense publique (plus de 200 milliards d'euros en 10 ans).

Telle que prise en compte par les pouvoirs publics : « *Ce processus de transformation est mû en définitive par le « verdissement » du cadre fiscal, réglementaire et social, autrement dit par les changements dans les variables d'arbitrage des acteurs (signaux prix, réglementations normatives) et par l'évolution des préférences individuelles collectives.* »<sup>1</sup>. Plus simplement, la croissance verte est vue comme une économie qui, à long terme, utilise moins ou mieux la ressource énergétique et les matières premières non renouvelables. Mais l'idéologie du développement durable n'a pas disparu et la définition officielle de la croissance verte englobe toute une série de domaines n'ayant que peu à voir avec l'environnement<sup>2</sup>. Ainsi, outre, la consommation responsable, les villes durables et la protection de la biodiversité, on trouve des objectifs tels que : « mettre les hommes et les femmes au centre de l'entreprise et du projet », le respect des cultures et des patrimoines, la promotion de la participation de chacun à la décision..■

### **Le coût de la croissance verte**

En cumulant les mesures du Grenelle de l'environnement et du plan de relance, 14 à 16 milliards d'euros par an de crédits publics seront consacrés à la relance verte (dont une grande partie dans la réalisation d'infrastructures : transports, travaux publics, énergie) pour la période 2009-2020, auxquels il faut ajouter les 5 milliards du grand emprunt alloués au développement durable. **Au final, 20 milliards par an de dépenses publiques pour 10 ans, soit 200 milliards d'euros, sur un coût du Grenelles évalué à 450 milliards d'euros.**<sup>3</sup>

### **Les emplois verts, une définition floue et des promesses permanentes**

Selon le secrétariat d'Etat au développement durable, entre 600.000 et 900.000 emplois devraient être « verts » d'ici à 2020. La définition des emplois verts est assez floue, c'est pourquoi un guide officiel, intitulé « Zoom sur 50 métiers de la croissance verte », a été publié. S'appuyant sur les travaux du nouvel « Observatoire national des emplois et des métiers de la croissance verte ». Selon les conclusions officielles de l'organisme, il

---

<sup>1</sup> Rapport du CAS n°164 : La croissance verte : quels impacts sur l'emploi et les métiers ? janvier 2010

<sup>2</sup> Source : site du ministère de l'environnement : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-metiers-de-la-croissance-verte.html>

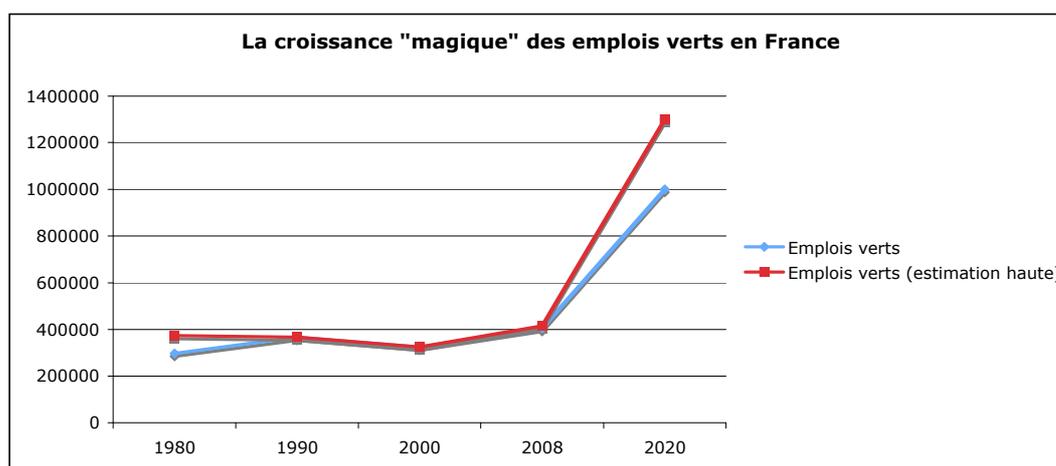
<sup>3</sup> CAS *ibid*

semblerait que les emplois verts soient pour la plupart des métiers déjà existants : « L'essentiel des métiers concernés par la croissance verte correspondent à des emplois existants pour lesquels des adaptations sont nécessaires notamment en termes de formation. »

Les statistiques officielles sur les emplois verts, disponibles dans les rapports du « Commissariat général au développement durable »<sup>4</sup>, montrent que les emplois dits « verts » ne représentaient en 2008 que 1,6 % de l'emploi total. Ce chiffre n'a pas évolué depuis les années 80, comme les auteurs Frédéric Ogé et Pierre Bringuier<sup>5</sup> le rappellent dans un article récent. En effet, selon eux, « en 1980, on comptabilisait 373 600 emplois directs et indirects liés à l'environnement », soit 1,7 % de la population active (dont 210.000 directs environ)...

En fait, au fil des rapports, les emplois verts sont toujours une promesse future, mais depuis une quarantaine d'année, malgré l'augmentation des lois en faveur de l'environnement, l'emploi n'a pas évolué.

### Modélisation des créations d'emplois



De nombreuses études, souvent faites par les promoteurs de l'agenda de la dépense verte (associations environnementales, parti écologique, administrations environnementales), promettent des centaines de milliers de créations d'emplois. Mais elles sont souvent biaisées. **Certaines de ces études (ADEME, BCG) n'envisagent que les créations brutes sans apprécier les effets de substitution et de perte de compétitivité des secteurs considérés comme polluants.**<sup>6</sup> Ainsi c'est 600.000 emplois qui seraient créés (à rapprocher d'une étude du WWF qui en prévoit 684.000 nouveaux). Mais quid des emplois détruits dans les autres secteurs ?

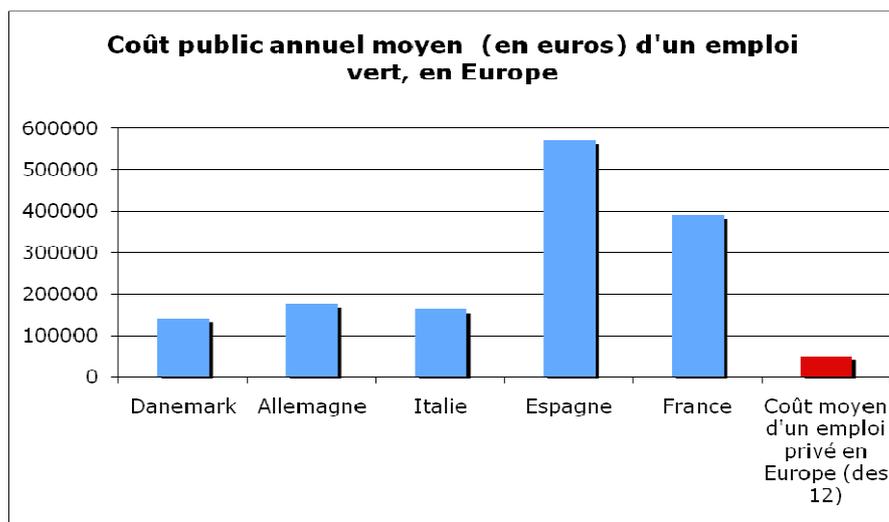
### Les effets réels sur l'emploi

<sup>4</sup> L'environnement en France, édition 2010 – Synthèse. Commissariat général au développement durable.

<sup>5</sup> Des emplois verts au compte-goutte (<http://emploi-pro.fr>)

<sup>6</sup> *ibid*

Deux méthodes d'analyse différentes<sup>7</sup>, montrant que pour 1 emploi vert créé par la dépense publique, 2,2 emplois sont perdus dans le reste de l'économie. Les secteurs de création d'emplois verts en Espagne ont été : la construction, fabrication et installation, un quart dans l'administration, marketing et ingénierie, et un dixième seulement dans l'entretien des sources d'énergies renouvelables. **Le « coût » de tels emplois est évalué à 571.138 euros par emploi.** Au final, la mauvaise performance des énergies renouvelables entraîne la **destruction de 5.28 emplois dans l'économie par MegaWat produit.**



**En divisant le nombre d'emplois du secteur marchand par le chiffre de la consommation des ménages français, les 41 milliards d'euros dépensés par an dans le plan Grenelle détruit environ 700.000 emplois.** Evidemment, ces destructions « brutes » sont à rapprocher des créations brutes évaluées par les différentes études pro-environnementales. Dans les prévisions les plus optimistes, comme celle du BCG, on arrive à 600.000 emplois créés par les mesures vertes, soit une perte nette d'emplois au final (nombre d'emplois créés par la dépense verte = emplois bruts créés moins emplois bruts détruits).

### Un marché artificiel soutenu par la dépense publique

Le marché de l'énergie verte (éolien, solaire) au centre des politiques de **verdissement** de l'économie est un bon exemple de marché artificiel. Plus chère à produire, l'énergie « écolo » est soutenue par des milliards d'argent public. Il suffit d'un léger changement de cap des politiques, une baisse des budgets alloués, pour que les commandes s'effondrent, engendrant la suppression de milliers d'emplois. L'exemple récent du numéro un mondial de l'éolien, l'entreprise danoise Vestas, en est une bonne illustration. Le 26 octobre 2010 elle annonçait officiellement la suppression de 3 000 emplois,

<sup>7</sup> Study of the effects on employment of public aid to renewable energy sources – Cazalda Alvarez G. et al. Universidad Rey Juan Carlos – march 2009.

soit près de 12% de ses effectifs, en raison « d'un marché européen difficile ».

En Europe, dans les pays précurseurs en matière de « dépense verte » des rapports commencent à montrer l'effet catastrophique sur l'emploi des subventions vertes. Premièrement, leur coût : selon les estimations de l'institut d'études économiques RWI Essen, publié en novembre 2009<sup>8</sup>, ces emplois verts sont subventionnés à hauteur de 175.000 à 244.000 euros par emplois. D'après les estimations du Think tank Open Europe (Londres), le coût des politiques climatiques devrait dépasser 73 Mds d'euros par an jusqu'en 2020. Jaroslav Grzesik, du syndicat Solidarité de Pologne, estime quant à lui les pertes d'emplois liées aux coûts des politiques climatiques à 800.000 pour l'ensemble de l'Europe<sup>9</sup>. En Italie, **un emploi vert coûte en capital, de 6,9 à 4,8 fois plus cher** que dans l'industrie ou le reste de l'économie<sup>10</sup>. En France, l'étude effectuée par le Cired nous permet d'estimer à 390.000 euros par emploi créé le coût des politiques vertes ! Rappelons enfin par ailleurs que **le « coût » par emploi marchand en France est d'environ 55.000 euros** (en divisant la consommation des ménages français, soit 1047 milliards d'euros par le nombre d'emplois du secteur marchand, 18,5 millions)<sup>11</sup>. **Des emplois subventionnés qui coûtent au consommateur entre 5 et 10 fois plus cher que dans le reste de l'économie.**

Outre leur coût, ces emplois verts ne sont pas pérennes. Soutenus par la dépense publique, ils disparaîtront dès la fin des subventions. C'est ce que l'institut RWI Essen pointe dans son étude. Les chercheurs de l'institut Leoni arrivent à la conclusion que sur 50.000 à 120.000 emplois créés d'ici à 2020, 60% seront temporaires et disparaîtront à court terme. En France, la première étude officielle des économistes de Bercy va dans le même sens. Selon un modèle d'évolution de l'emploi classique, **les créations nettes d'emplois verts à court terme due aux investissements publics massifs seront perdues à partir de 2020, en raison de l'arrêt des dépenses.** En gros, ces emplois sont seulement créés par la dépense publique. Et pourtant, le modèle utilisé pour les estimations est loin d'être ultralibéral, puisqu'il repose sur des hypothèses keynésiennes.

### **Ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas**

*« En remplaçant les camions par des brouettes, il faudrait pour assurer le même travail, 2.500 fois plus de travailleurs. ... Qui de nous ne jugerait cette méthode monstrueuse ? Ce n'est pas seulement par l'impression de déchéance, de retour en arrière qu'elle suscite ; nous sentons bien, à cette*

---

<sup>8</sup> Economic Impacts from the Promotion of Renewable Energy Technologies, The German Experience.

<sup>9</sup> The Wall Street Journal – 7 juillet 2009 - The economic reality of climate-change policy is sinking in at last.

<sup>10</sup> American Enterprise Institute, The Myth of green energy jobs : The european experience (2011).

<sup>11</sup> Commentaire – 128 - Rémy PRUD'HOMME, La croissance verte : une chimère ?

*échelle, que le coût du transport serait si élevé que de nombreuses activités disparaîtraient.* » Alfred Sauvy – 1976 – L'économie du diable. Chômage et inflation – Paris, Calmann-Lévy.

Une des hypothèses principales des rapports de l'Ademe ou du Cired sur les créations d'emplois verts, est celle de la valeur ajoutée du travail des secteurs verts. Selon les modèles, l'intensité en emploi des secteurs soutenus par la dépense verte par million d'euro de chiffre d'affaires est plus importante que dans les secteurs traditionnels. De façon plus claire, cela veut dire que les défenseurs de la dépense verte estiment que les emplois verts seront moins productifs et qu'il faudra donc employer plus de personnes pour produire la même richesse. Un véritable retour en arrière, alors que l'augmentation de la productivité du travail est à la source de la croissance économique, les écologistes soutiennent un modèle inverse, et proposent de remplacer des emplois qualifiés et bien rémunérés par des emplois moins qualifiés, plus mal payés. L'exemple danois, pays le plus avancé en matière d'énergie verte (entre 10 % et 19 % de l'électricité viendrait de l'éolien en fonction des estimations), est le plus probant : une étude du Cepos, un think tank danois, estime que la faible productivité de l'industrie éolienne détruit chaque année 1,8 milliards de couronnes (240 millions d'euros) du PIB.

### **L'hypothèse des économies d'énergie**

Pour arriver à leurs conclusions, la plupart des études des défenseurs de la dépense verte partent du postulat que le prix du baril de pétrole continuera à augmenter ces prochaines années, toute chose égale par ailleurs. En économisant l'énergie grâce aux mesures d'isolation des bâtiments, les dépenses vertes devraient à terme permettre de faire des économies d'autant plus importantes que l'énergie pétrolière sera chère. Or, rien ne permet d'affirmer que l'évolution du prix du pétrole sera aussi forte que celle prévue dans les modèles. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'en renchérissant l'énergie, la construction et le coût des transports, les politiques environnementales vont peser sur le budget des ménages et la productivité des entreprises. On connaît l'échec du chèque vert, par exemple qui devait transférer une partie des taxes vers les ménages les plus pauvres. Ce qui ne sera pas pris en compte dans le renchérissement des prix, sous l'effet des lobbies de l'industrie, comme en Espagne (cf étude déjà citée) sera dépensé sous forme d'impôts ou de déficit public (impôts futurs). Donc in fine sera répercuté sur l'ensemble de l'économie.

### **Un vrai transfert de richesses des consommateurs vers les groupes de pression**

En 2008, aux Etats-Unis, les groupes de pressions (lobbies) et les entreprises concernées par les politiques climatiques ont embauché à tour de bras des lobbyistes. Les cinquante plus grosses entreprises d'électricité ont dépensé 51 milliards d'euros en campagne de lobbying en 6 mois<sup>12</sup>. En France, les

---

<sup>12</sup> Source : Bjorn Lomborg, dans l'édition du Wall Street Journal du 22 mai 2010.

constructeurs automobiles ont reçu 4 milliards d'euros de financement pour développer la voiture électrique (développement de la voiture + relais de recharge des batteries). Un bon indicateur de la dépendance des industries vertes aux subventions publiques est la décision du gouvernement, le 10 décembre dernier, de proposer un moratoire sur l'obligation de rachat de l'électricité solaire aux prix subventionnés par EDF, pour 3 mois. Cette simple décision aurait provoqué la faillite de 80 % des PME impliquées dans ce secteur dans certaines régions... Une preuve de la non viabilité de ces secteurs verts qui ne peuvent fonctionner qu'en faisant supporter leur inefficacité en taxes et en factures électriques par les consommateurs.

## **Conclusion**

L'emploi vert est une grande fiction bien confortable proposée par les défenseurs de la dépense verte, pour faire avaler la pilule de l'augmentation des réglementations, le renchérissement du coût de l'énergie, la création de nouvelles taxes. Les études récentes, confortées par l'observation de la réalité nous permettent de le vérifier. La croissance verte, telle que proposée par les défenseurs de l'écologie, est une décroissance. Il convient donc d'arrêter les programmes en court, de diminuer la dépense publique, et de concentrer l'effort par des baisses d'impôts et de charges afin de stimuler l'innovation privée, seule capable de créer les emplois de demain.